

semble du pays l'ont été à Terre-Neuve, soit moins du quart de 1 p. 100. Aux termes du nouveau programme, nous dit-on, on pourra obtenir 35 p. 100 des frais d'établissement d'un projet au lieu de 25 p. 100 comme antérieurement. Face aux chiffres pour Terre-Neuve, monsieur l'Orateur, je dois demander quelle différence il y a entre 25 p. 100 de rien et 35 p. 100 de rien; ce serait 100 p. 100 que ce serait encore rien.

Au comité, il y a quelques jours, le ministre nous a dit que lui et son ministère avaient demandé au Conseil économique des provinces de l'Atlantique de faire enquête avant de découvrir les raisons de l'échec du programme à Terre-Neuve. Lui demande-t-il sérieusement de faire rapport là-dessus quand, en même temps, il dit: «Nous étendons maintenant le programme à la grande région industrielle de Montréal.» On voit bien pourquoi, monsieur l'Orateur. Un programme qui conserve les mêmes directives pour les régions industrialisées du pays que pour Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick n'est pas fondé sur des réalités. Il est voué à l'échec et se contredit. Le programme, destiné à combler les écarts entre les régions, s'applique à l'ensemble du pays. Il comporte les mêmes avantages, les mêmes montants payables à un entrepreneur éventuel en fonction d'emplois créés à Montréal et dans les ports de Terre-Neuve. Il est, dans son essence même, illogique.

En quoi consiste le problème, monsieur l'Orateur. Le ministre n'est pas ici pour écouter, mais je crois tenir la solution. Je crois que le ministre, comme d'autres de ses collègues, est trop un homme de la ville pour être chargé d'un tel programme.

M. Lundrigan: C'est exact.

M. Peddle: Nous avons eu la tournée du champagne—les canapés à l'heure du coquetel—la rose à la bouche. Monsieur l'Orateur, je crois que nous devons convaincre les ministres qu'il y a d'autres parfums en notre beau pays à part celui de la rose. Il y a les parfums qui émanent de nos basses-cours, de nos poissonneries, de nos bateaux de pêche et tous les autres qui sont propres à notre pays.

Des voix: Bravo!

M. Peddle: Ils se trouvent trop bien dans leurs bureaux à moquette.

En pleine séance du comité l'autre jour, quand j'ai demandé au ministre pourquoi il persistait à exclure 75 p. 100 de la province de Terre-Neuve de son programme de subventions, il m'a répondu que toute la province était englobée. Elle ne l'est pas, monsieur l'Orateur. La province de Terre-Neuve comprend aussi quelque 110,000 milles carrés de cette vaste terre qui s'appelle le Labrador.

Des voix: Bravo!

M. Peddle: J'ai posé la même question lorsque le programme des encouragements a été présenté pour la première fois et on m'a donné la même réponse, «Nous ne pensons pas qu'il existe là-bas la moindre possibilité de développement.» A cette époque, j'ai trouvé cela acceptable après tout, car d'autres endroits se trouvaient exclus également. Maintenant je m'aperçois que l'on inclut la ville de Montréal et il m'appartient d'expliquer à mes

[M. Peddle.]

électeurs pourquoi leur circonscription est exclue d'un programme destiné précisément à aider de telles régions. Il me faudra expliquer pourquoi Montréal et un certain nombre d'autres endroits sont inclus dans le programme de subventions au développement régional qui vise à aider les régions désavantagées. Cela ne va pas être particulièrement facile. La réponse du ministre n'est pas satisfaisante—il se contente de hausser les épaules et de dire: «C'est dans le Nord». On ne va pas quand même pénaliser les gens parce qu'il habitent dans le Nord.

J'ai tenté de faire comprendre au ministre certaines choses que j'ai vues l'été dernier quand j'ai voyagé dans cette région. Le long de la côte du Labrador, il n'y a pas de grands centres urbains, mais seulement des communautés de 500 ou de 600 personnes. J'ai vu des choses effrayantes, monsieur l'Orateur, telles que le rejet à la mer de 10,000 livres de saumon frais parce qu'il n'existait pas de possibilités d'entreposage. Il n'y a aucun moyen de le traiter ou de le mettre en conserve, de sorte qu'il est retourné à la mer, et personne ne semble s'en soucier plus que de l'an quarante. Ces régions sont nombreuses, mais le ministre prétend qu'on ne peut pas les désigner, parce que les possibilités d'expansion sont trop minces. Ce ne sont pas des usines de traitement chimique et de pâte à papier que nous voulons sur la côte du Labrador. Nous voulons quelques milliers de dollars pour aider ces gens quand ils vont pêcher le poisson, pour qu'ils n'aient pas à la rejeter à la mer.

Des voix: Bravo!

M. Peddle: Je trouve que le ministre et quelques autres devraient sortir de leurs bureaux douillets et se promener à travers le pays pour voir les problèmes qui se posent dans les domaines où leurs ministères ont compétence. Ils pourraient s'instruire, monsieur l'Orateur. Je sais que je me suis instruit moi-même de cette façon. Quand le ministre est-il allé pour la dernière fois sur la côte du Labrador? Quand va-t-il y aller la prochaine fois? Je l'invite à s'y rendre tout de suite. En outre, monsieur l'Orateur, comme la portée régionale du programme qui a tant enchanté le ministre est devenue nationale, il lui faudra prévoir un régime pour les problèmes régionaux. Je l'exhorte à penser alors au Labrador.

• (8.40 p.m.)

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants): Monsieur l'Orateur, j'ai promis à mon collègue de Bonaventure (M. Béchard) de parler pendant à peu près quatre minutes seulement. J'en prendrai peut-être cinq. Le député de Grand Falls-White Bay-Labrador (M. Peddle) a dit qu'il avait fallu rejeter dans l'océan quelque 10,000 livres de saumon. Cela devrait faire réfléchir la Chambre, surtout lorsque nous essayons d'étudier une mesure comme celle-ci. Comme le député l'a fait observer l'autre jour au comité, pendant que nous considérons le bill, les gens de la ville ne se sont peut-être pas beaucoup arrêtés sur les pertes de ces pêcheurs mais eux qui ont travaillé à la sueur de leur front et qui ont dépensé leurs énergies à capturer ces poissons ont trouvé bien cuisant de les rejeter à la mer. Il ne faudrait pas penser que le député exagérait. A vrai dire, je vais parler pendant quatre à cinq minutes. Je m'intéresse vivement à cette question. Si nous ne pouvons pas régler des problèmes de ce genre, nous nous enlisons vraiment.